

0xLupin

**Société par actions simplifiée
Au capital de 50.000 €**

**Siège social :
3 avenue Marie Reynoard
38100 GRENOBLE**

RCS GRENOBLE

STATUTS

Mis à jour le 25 Septembre 2023

Le soussigné :

Monsieur CARTA Roni, Neber

né le 17/04/2002 à Grenoble (38),

de nationalité française,

Demeurant 20 boulevard Joseph Vallier, 38000 GRENOBLE,

Célibataire,

Ci-après dénommé "l'associé unique",

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé d'instituer.

ARTICLE 1 – FORME

Il est formé par l'associé unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- La prestation de conseils, de développement et de sécurité informatique ;
- La prise de participation, la détention et la gestion de titres, d'actions, de parts sociales ou de fonds, dans toutes sociétés constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit ;
- L'exercice de tous mandats sociaux ;
- Toutes prestations de conseil et assistance de nature administrative, commerciale, comptable, humaine, technique ou autre, fournies à ces mêmes sociétés ;
- ainsi que toutes activités connexes, similaires ou simplement complémentaires ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale est : **OxLupin**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **3 avenue Marie Reynoard 38100 GRENOBLE**

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par simple décision du Président, sous réserve de ratification par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés, et en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

L'associé unique, aux termes d'un **acte d'apport en date du 02/03/2023 ci-annexé**, apporte à la Société, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, l'ensemble des éléments corporels et incorporels d'un fonds libéral de **conseils en systèmes et logiciels informatiques**, sis et exploité 35 avenue Rhin et Danube à Grenoble (38100), évalué à CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €).

L'associé unique décide de ne pas recourir à un Commissaire aux apports, conformément à la faculté offerte par l'article L. 227-1 du Code de commerce et aux conditions posées par ce même article.

En rémunération de cet apport, l'associé unique se voit attribuer cinq mille (5.000) actions de dix euros (10 €) chacune, intégralement libérées.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €)**.

Il est divisé en cinq mille (5.000) actions de dix euros (10 €) chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au président, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-proprétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

8.2 Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

11.1 Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai d'un mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

11.2 Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

11.3 La location des actions est interdite.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux consultations collectives.

ARTICLE 13 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

13.1 Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

13.2 Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée trois mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

13.3 Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination et/ou par toute décision ultérieure de l'associé unique ou la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

13.4 Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 14 – DIRECTEUR GENERAL

14.1 Désignation

L'associé unique ou la collectivité des associés peut nommer un Directeur Général, personne physique ou morale, pour assister le Président.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

14.2 Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au Président, par lettre recommandée adressée trois mois avant la date d'effet de ladite décision.

14.3 Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés, sur la proposition du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

14.4 Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination et/ou par toute décision ultérieure de l'associé unique ou la collectivité des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

14.5 Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 15 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président associé unique ou l'un de ses dirigeants doivent être mentionnées sur le registre des décisions.

Les conventions autres que les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personnes interposées entre le Président non associé unique et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 16 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination par l'associé unique ou la collectivité des associés d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Le Commissaire aux Comptes exerce sa mission dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 17 – REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

ARTICLE 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- dissolution de la Société,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 19 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2024.

ARTICLE 20 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit également un rapport de gestion contenant les indications fixées par le Code de commerce sauf dans les cas où elle en est expressément dispensée par la loi et les règlements et notamment aux termes de l'article L232-1 du Code de commerce.

Il établit, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence, il est dispensé d'établir un rapport de gestion si la Société ne dépasse pas à la clôture de l'exercice social deux des seuils fixés par les articles L. 232-1, IV et R. 232-1-1 du Code de commerce.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux Comptes, si la Société en est dotée, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, et décide l'affectation du résultat.

En cas de pluralité d'associés, l'assemblée des associés approuve les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Le Président dépose les documents énumérés par l'article L. 232-23 du Code de commerce au greffe du tribunal de commerce, dans le mois qui suit l'approbation des comptes annuels.

Toutefois, lorsque l'associé unique, personne physique, assume personnellement la présidence de la Société, il est dispensé de déposer au greffe le rapport de gestion qui doit toutefois être tenu à la disposition de toute personne qui en fait la demande.

ARTICLE 21 – AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Il est attribué à l'associé unique. En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés détermine la part attribuée à chacun des associés.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22 – PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, aux conditions fixées par la loi.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 23 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 24 – TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

ARTICLE 25 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 26 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 27 – NOMINATION DES DIRIGEANTS

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Roni CARTA, né le 17/04/2002 à Grenoble (38), de nationalité française, demeurant 20 boulevard Joseph Vallier, 38000 GRENOBLE.

Monsieur Roni CARTA accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Il n'est pas nommé de Directeur Général.

ARTICLE 28 – SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le présent acte est signé par la mise en œuvre d'un processus de signature électronique permettant de procéder à la manifestation du consentement par l'apposition d'une signature électronique sur un document dématérialisé, en application de l'article 1367 du Code civil et du décret n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

ARTICLE 29 – REPRISE DES ENGAGEMENTS ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Monsieur Roni CARTA, associé unique, a établi un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société. Cet état est annexé aux présents statuts.

La signature des présents statuts emportera reprise de ces engagements par la Société, lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 30 – MANDAT DE PRENDRE DES ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE

Monsieur Roni CARTA, associé unique et Président, agira au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés. Il passera les actes et prendra pour le compte de la Société les engagements suivants :

- signer tout emprunt bancaire nécessaire au bon démarrage de l'activité, et apporter toute garantie pour l'obtention de ce financement,
- signer tout bail de location d'immeuble, procéder à l'embauche de tout personnel et à l'acquisition des matériels et stocks, qui pourraient s'avérer indispensables au bon démarrage de l'activité,
- procéder à toute démarche commerciale ou publicitaire, faire signer tous devis ou bons de commande.

Ces engagements seront repris par la Société du seul fait de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 31 – FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 32 – SUPPRESSION DES ARTICLES RELATIFS A LA FORMATION DE LA SOCIETE

Il est expressément convenu que seront, purement et simplement supprimés les articles 29 à 32 des présents statuts lors de la prochaine mise à jour des statuts, sans qu'il ne soit nécessaire que l'associé unique se prononce à cet effet.

Fait à Grenoble,
Le 02/03/2023

Monsieur Roni CARTA
<i>Lu et approuvé</i> <i>Bon pour acceptation des fonctions de président</i>
DocuSigned by:  2AD694788F1746B...

ANNEXE N°1 :
ETAT DES ACTES ACCOMPLIS PAR LES ASSOCIES POUR LE COMPTE
DE LA SOCIETE EN FORMATION

- Signature d'un contrat de domiciliation pour la société en formation avec la SAS ORIS le 09/12/2022

ANNEXE N°2 :
TRAITÉ D'APPORT DE FONDS

- Traité d'apport du fonds libéral Roni CARTA en date du 2 mars 2023

TRAITÉ D'APPORT D'UN FONDS LIBERAL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur CARTA Roni, Neber

né le 17/04/2002 à Grenoble (38),

de nationalité française,

Demeurant 20 boulevard Joseph Vallier, 38000 GRENOBLE,

Célibataire,

Ci-après dénommé "l'Apporteur",

D'une part,

ET

La société **0xLupin**

société par actions simplifiée, en cours de constitution.

représentée aux présentes par **Monsieur CARTA Roni, Neber**, nommé en qualité de Président de la société aux termes de ses statuts constitutifs,

Ci-après dénommée "la Société bénéficiaire",

D'autre part

Collectivement dénommés les « Parties » et individuellement dénommé une « Partie »

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

1. **Monsieur Roni CARTA** est propriétaire, pour l'avoir **créé le 06/05/2020**, d'un **fonds libéral de conseils en systèmes et logiciels informatiques** pour l'exploitation duquel il est immatriculé à l'INSEE sous le numéro **883 267 270 00014**.
2. La société **0xLupin**, société par actions simplifiée, est en cours de constitution. Son capital s'élèvera à 50.000 euros. Son siège social sera fixé 3 avenue Marie Reynoard, 38100 GRENOBLE. Elle sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de GRENOBLE.
3. L'activité se développant, Monsieur Roni CARTA souhaite poursuivre l'exploitation du fonds au sein d'une société de type société par actions simplifiée.

A cette fin, est notamment conclu ce jour le présent traité d'apport (le « **Traité** ») portant sur l'apport par **Monsieur Roni CARTA** (l'« **Apporteur** ») de son fonds libéral (le « **Fonds apporté** ») à la Société bénéficiaire (la « **Société** »), afin de déterminer les termes et conditions définitifs de cet apport.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. DÉCLARATIONS ET GARANTIES DES PARTIES

Chacune des Parties déclare et garantit à l'autre Partie :

Pour la Société bénéficiaire, que :

- elle est une société qui sera légalement constituée et qui existera régulièrement au regard de la loi du pays dans lequel elle est établie ;

Pour l'Apporteur, que :

- il a la capacité de signer et exécuter seul le Traité et il n'est partie ou membre d'aucune convention, indivision (y compris tout pacte civil de solidarité), régime matrimonial ou tout autre contrat ou acte limitant ses droits d'administration ou de disposition ou conférant à toute autre personne des droits relatifs à l'administration ou à la disposition des actions du Fonds qu'il détient ;

II. APPORT

Monsieur Roni CARTA, soussigné de première part, apporte à la société **0xLupin**, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par **Monsieur Roni CARTA**, ès-qualités :

Un **fonds libéral de conseils en systèmes et logiciels informatiques** exploité 35 Avenue Rhin et Danube, 38100 GRENOBLE, pour lequel **Monsieur Roni CARTA** est immatriculé à l'INSEE sous le numéro **883 267 270 00014**. La propriété du fonds sera transférée avec tous les droits qui y sont attachés et, en particulier, avec la marque et la clientèle au jour de la réalisation de l'Apport.

Monsieur Roni CARTA s'engage à apporter, en s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, à la Société bénéficiaire, qui l'accepte, le Fonds apporté.

La propriété du fonds sera transférée avec tous les droits qui y sont attachés et, en particulier, avec la marque et la clientèle au jour de la réalisation de l'Apport.

L'Apporteur déclare qu'il a, à ce jour, et aura, au jour de la réalisation de l'Apport, la pleine capacité juridique d'aliéner et la pleine propriété du fonds apporté.

L'Apporteur déclare en outre que, à ce jour et au jour de la réalisation de l'Apport, le Fonds apporté est et sera exempt de toute Sûreté, et ne fera l'objet d'aucun litige ou revendication pouvant en empêcher ou en restreindre la négociabilité ou la libre cession.

Monsieur Roni CARTA exerçant son activité professionnelle en nom propre avant la constitution de la Société, y compris sous le régime prévu aux articles L. 526-6 à L. 526-21 du Code de commerce, et apportant des éléments qui figuraient dans les documents résultant des obligations comptables et fiscales, **l'évaluation a été effectuée sans le concours d'un commissaire aux apports, conformément aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article L. 227-1 du Code de commerce**. L'apporteur est informé qu'en l'absence de commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société.

III. ÉVALUATION ET RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

La valorisation du Fonds apporté a été calculée en tenant compte du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise au cours de l'**année 2021**, soit **52.710 €**. (Voir Annexe n°1)

Il en résulte une valorisation globale à **CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €)** pour le Fonds apporté.

Le présent apport est fait sans prise en charge de passif par la société bénéficiaire.

Sous réserve de la réalisation du Traité, d'un commun accord, les Parties sont convenues qu'en rémunération du Fonds apporté, il sera procédé à l'émission et l'attribution de cinq mille (5.000) actions de la Société, d'une valeur unitaire de dix euros (10 €), dont dix euros (10 €) de valeur nominale, entièrement libérées et constituant l'intégralité du capital de la Société bénéficiaire en cours de constitution.

Le capital social de la Société bénéficiaire sera ainsi de 50.000€, divisé en cinq mille (5.000) parts de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune.

IV. PROPRIÉTÉ – JOUISSANCE

L'apporteur déclare être propriétaire du fond libéral, objet des présentes, pour l'avoir créé, le 06 mai 2020.

La Société bénéficiaire sera propriétaire du Fonds apporté et entrera en possession effective de celui-ci au jour de la réalisation définitive de l'Apport.

Jusqu'à la réalisation définitive de l'Apport, l'Apporteur s'interdit d'aliéner, de transmettre et/ou de consentir une Sûreté sur le fonds apporté et/ou de conclure un accord avec quiconque portant sur le fonds et plus généralement d'en disposer sous quelque forme que ce soit.

L'Apporteur s'oblige à prêter tous concours utiles et à faire toutes les formalités nécessaires, à première réquisition de la Société bénéficiaire, pour la régulière transmission, au profit de cette dernière, du fonds apporté dès la réalisation définitive de l'Apport.

L'apporteur donne, en tant que de besoin, tous pouvoirs au Président de la Société bénéficiaire pour régulariser tous documents nécessaires à la bonne réalisation de l'Apport.

V. DÉCLARATIONS FISCALES

L'apporteur déclare placer ledit apport à titre pur et simple sous le régime prévu à l'article 810 du Code général des impôts. **L'Apporteur prend l'engagement de conserver pendant trois ans à compter de la date de réalisation définitive de l'apport les actions qui lui seront remises en contrepartie de son apport.** En conséquence, et conformément à l'article 810 bis dudit code, l'apport est exonéré de droit fixe.

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du fonds apporté.

L'Apporteur et la Société bénéficiaire déclarent opter pour le régime spécial des plus-values prévu à l'article 151 octies du Code général des impôts.

La plus-value nette sur biens non amortissables dont l'imposition au nom de la société bénéficiaire est reportée et s'élève à CINQUANTE MILLE EUROS (50.000 €).

Les parties soussignées s'engagent à respecter les règles prévues à l'article 151 octies précité et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte, et par l'article 54 septies 1 du même Code.

La Société bénéficiaire adressera une déclaration en double exemplaire rappelant le présent engagement au service des impôts dont elle relève.

VI. JURIDICTION – DOMICILE – FRAIS – POUVOIRS

Pour toute difficulté pouvant survenir au sujet du présent acte et de ses suites, les parties attribuent compétence exclusive au Tribunal de commerce du siège de la Société bénéficiaire.

Pour l'exécution des présentes, les Parties élisent domicile aux adresses figurant en-tête du Traité.

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes et de toutes autres pièces nécessaires, pour permettre la réalisation définitive de l'Apport, publier et exécuter les présentes partout où besoin sera.

Fait à Grenoble. Le 02/03/2023

Le présent acte est signé par la mise en œuvre d'un processus de signature électronique.

Monsieur Roni CARTA

SASU 0xLupin
Représentée par Monsieur Roni CARTA
Président

DocuSigned by:

2AD694788F1746B...

ANNEXE N°1 : URSSAF – Attestation fiscale 2021 – Micro-Entrepreneur



ATTESTATION FISCALE 2021

MICRO-ENTREPRENEUR

RÉGIME MICRO SOCIAL SIMPLIFIÉ											
Urssaf 6 rue du 19 Mars 1962 69691 VENISSIEUX CEDEX	A VENISSIEUX, le 7 Novembre 2022										
VOTRE CONTACT Tél. : 3698 Courriel : autoentrepreneur.urssaf.fr											
VOS RÉFÉRENCES N° Sécurité Sociale 1020438185282 <i>Rappeler ce numéro de Sécurité sociale pour toute correspondance</i> N° SIRET 88326727000014 0 N° TI 827000002186788796 3 Page 1/1											
Monsieur, Afin de vous aider à compléter votre déclaration fiscale, nous vous adressons le détail des recettes déclarées à notre organisme au titre de l'année 2021.											
CODE DE SÉCURITÉ 35CZKDV7QINDLJB La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Régime fiscal</th> <th>Montant du chiffre d'affaires</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Prestations BNC</td> <td>52710.0 €</td> </tr> <tr> <td>Ventes</td> <td>0.0 €</td> </tr> <tr> <td>Prestations BIC</td> <td>0.0 €</td> </tr> <tr> <td>Location de meublé de tourisme classé</td> <td>0.0 €</td> </tr> </tbody> </table> Vous avez opté pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu. Nous vous rappelons que pour bénéficier du versement libératoire de l'impôt, vous devez relever du régime micro fiscal et le revenu global de votre foyer fiscal ne doit pas dépasser, en 2019, 27519 euros par part de quotient familial. Si vous ne remplissez pas ces conditions, le centre des finances publiques effectuera une régularisation, en déduisant du montant de l'impôt calculé sur vos revenus le montant dont vous êtes redevable à l'Urssaf. Votre conseiller se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. Pour toute question fiscale, nous vous invitons à consulter www.impots.gouv.fr ou à prendre contact avec votre centre des finances publiques. Cordialement, Le Directeur Frédérique MINY 	Régime fiscal	Montant du chiffre d'affaires	Prestations BNC	52710.0 €	Ventes	0.0 €	Prestations BIC	0.0 €	Location de meublé de tourisme classé	0.0 €
Régime fiscal	Montant du chiffre d'affaires										
Prestations BNC	52710.0 €										
Ventes	0.0 €										
Prestations BIC	0.0 €										
Location de meublé de tourisme classé	0.0 €										